

Publication concernant

la conclusion d'un accord-cadre par Ubisoft, avec Guillemot Brothers Ltd, Guillemot Corporation SA, Tencent et certains administrateurs d'Ubisoft le 6 septembre 2022

(en application des articles L. 22-10-13 et R. 22-10-17 du Code de commerce)

Le Conseil d'administration d'Ubisoft Entertainment (« **Ubisoft** » ou la « **Société** ») a autorisé, lors de sa réunion du 21 juillet 2022, en application des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, la signature d'un accord-cadre entre la Société, les sociétés Guillemot Brothers Ltd, Guillemot Corporation SA et Tencent, ainsi que le Président-Directeur général et certains administrateurs d'Ubisoft (l'« **Accord-Cadre** »). Il est précisé que les administrateurs intéressés n'ont ni participé aux délibérations, ni pris part au vote sur cette autorisation.

L'Accord-Cadre a été conclu dans des termes similaires le 6 septembre 2022. Conformément à la réglementation, il sera soumis à la ratification de la prochaine assemblée générale de la Société.

1. Personnes directement et indirectement intéressées à la conclusion de l'Accord-Cadre

- M. Yves Guillemot, partie à l'Accord-Cadre, Président-Directeur général et administrateur de la Société, Directeur général délégué de Guillemot Corporation SA et *Director* de Guillemot Brothers Ltd ;
- M. Claude Guillemot, partie à l'Accord-Cadre, Directeur général délégué et administrateur de la Société, Président-Directeur général et administrateur de Guillemot Corporation SA et *Director* de Guillemot Brothers Ltd ;
- M. Michel Guillemot, partie à l'Accord-Cadre, Directeur général délégué et administrateur de la Société, Directeur général délégué et administrateur de Guillemot Corporation SA et *Director* de Guillemot Brothers Ltd ;
- M. Gérard Guillemot, partie à l'Accord-Cadre, Directeur général délégué et administrateur de la Société, Directeur général délégué et administrateur de Guillemot Corporation SA et *Director* de Guillemot Brothers Ltd ;
- M. Christian Guillemot, partie à l'Accord-Cadre, Directeur général délégué et administrateur de la Société, Directeur général délégué et administrateur de Guillemot Corporation SA et *Chairman-Chief executive officer* de Guillemot Brothers Ltd ;
- Guillemot Brothers Ltd, partie à l'Accord-Cadre, actionnaire détenant plus de 10 % des droits de vote de la Société.

2. Nature et objet de l'Accord-Cadre

L'Accord-Cadre prévoit notamment :

- l'élargissement du concert familial vis-à-vis de la Société à Tencent, le concert élargi pouvant augmenter sa participation jusqu'à 29,9% du capital ou des droits de vote de la Société,

- un engagement de « *plafonnement* » (« *standstill* ») selon lequel Tencent s'engage pendant une durée de huit ans, à ne pas augmenter, directement ou indirectement, sa participation au-delà de 9,99% du capital ou des droits de vote de la Société (hors cas de relution passive à la suite d'une réduction de capital de la Société, ou en cas de dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société),
- un engagement d'inaliénabilité selon lequel Tencent s'engage à ne pas céder ses titres Ubisoft pendant une durée de cinq ans, hormis transferts à un « affilié »,
- un droit de premier refus au bénéfice des membres de la famille Guillemot, Guillemot Corporation SA et Guillemot Brothers Ltd (avec faculté de substitution) en cas de projet de cession par Tencent de ses titres Ubisoft à un tiers identifié,
- un droit de première offre au bénéfice des membres de la famille Guillemot, Guillemot Corporation SA et Guillemot Brothers Ltd (avec faculté de substitution) en cas de projet de cession par Tencent de ses titres Ubisoft par construction accélérée d'un livre d'ordres, offre au public ou cession sur le marché à un tiers non identifié,
- certaines restrictions spécifiques aux transferts de titres Ubisoft :
 - o l'engagement par les membres de la famille Guillemot, Guillemot Corporation SA, et Guillemot Brothers Ltd, pendant une durée de cinq ans, de ne pas céder de titres Ubisoft à des sociétés immatriculées en République populaire de Chine et opérant dans le secteur du numérique et des nouvelles technologies ainsi qu'à certaines sociétés identifiées par Tencent (hors cas de dépôt d'offre publique visant les titres Ubisoft par l'une de ces sociétés),
 - o l'engagement par Guillemot Brothers Ltd pendant une durée de cinq ans, de ne pas céder de titres Ubisoft à l'un de ses concurrents ou à un concurrent de Tencent (hors cas de dépôt d'offre publique visant les titres Ubisoft par l'une de ces sociétés), et
 - o l'engagement de Tencent, tant que Tencent détient plus de 1% du capital social ou des droits de vote d'Ubisoft, de ne pas céder ses titres Ubisoft à un concurrent d'Ubisoft sans l'accord préalable du conseil d'administration de la Société (hors cas de dépôt d'offre publique visant les titres Ubisoft par un tel concurrent).

L'Accord-Cadre a été conclu pour une durée de 15 ans à compter de sa signature. L'Accord-Cadre met fin à l'accord conclu le 20 mars 2018 entre Ubisoft et Tencent, dont les principales clauses avaient été publiées par l'AMF (D&I 218C0646). Il est soumis au droit français.

3. Motifs justifiant de l'intérêt de l'Accord-Cadre pour la Société

Le Conseil d'administration de la Société a considéré que l'Accord-Cadre est justifié au regard de l'intérêt social de la Société notamment en ce qu'il s'inscrit dans une opération globale permettant à Ubisoft de renforcer son actionnariat de référence au service de sa stabilité et de son développement à long terme avec un acteur qui apparaît comme un partenaire-actionnaire de référence pour de nombreux leaders de l'industrie du jeu vidéo.

De plus, au regard de la convergence, actuellement observée, des plateformes et des modèles économiques, le Conseil d'administration considère que le partenariat stratégique avec Tencent, notamment pour porter certaines des franchises AAA de la Société sur mobile, sera créateur de valeur pour la Société.

L'élargissement du concert familial à Tencent et, plus généralement, l'entrée de Tencent dans le capital de Guillemot Brothers Ltd tel que décrit dans le communiqué de presse publié par la Société ce jour fait ressortir une valeur par transparence d'Ubisoft de 80 € par action (hors valorisation des contrats dérivés).